

# 149

Trimestriel  
CESE Wallonie  
Octobre 2021

REVUE

# Wallonie

## Invitée

Emilie Van Haute

## Dossier

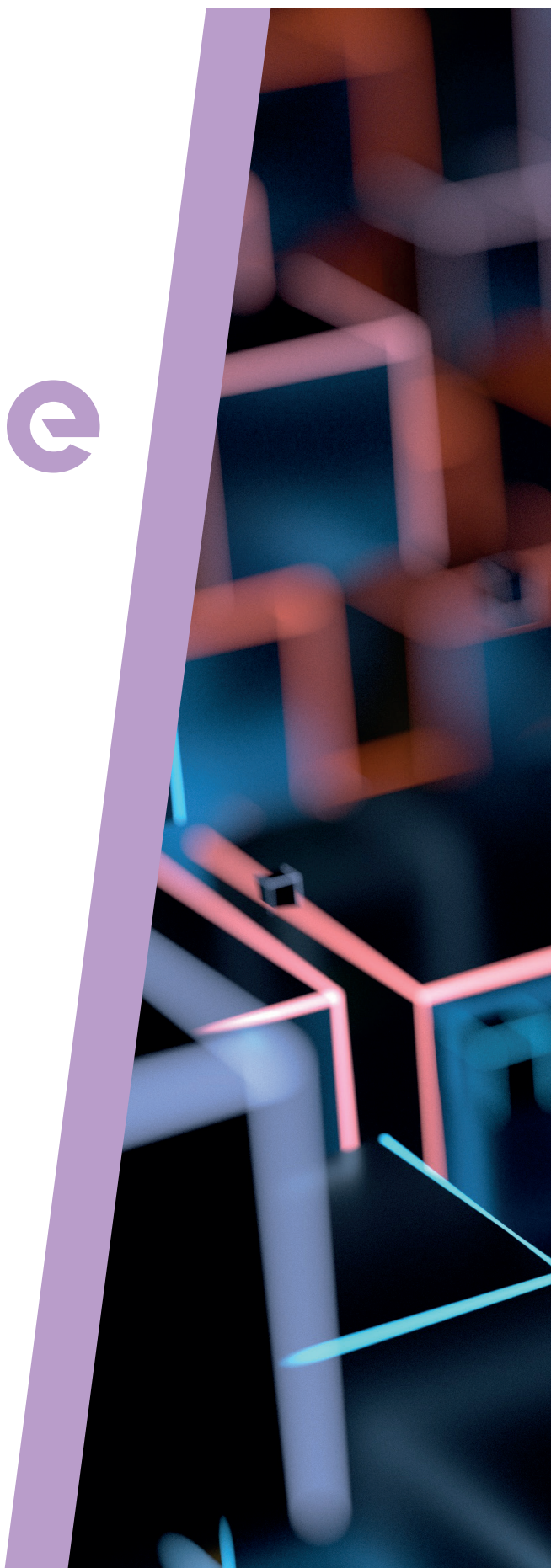
Digitalisation : inclusion et transition

## Actus

Portes ouvertes du Vertbois

 **CESE Wallonie**

Conseil économique, social  
et environnemental de Wallonie





**Luc Simar**  
Secrétaire général

Alors que l'arrivée de l'été augurait d'une évolution positive, propice pour retrouver une liberté de mouvement et de contacts sociaux, la Wallonie a été frappée par des inondations importantes, provoquant des drames humains et des destructions immenses. Le Gouvernement wallon et les différentes autorités ont rapidement réagi préparant des interventions et mesures importantes, même si cela paraît très lent pour les personnes ou les entreprises sinistrées. Les crises successives rappellent l'importance de mener des politiques équilibrées sur le plan économique, social et environnemental. La relance et la reconstruction de la Wallonie nécessiteront une participation de l'ensemble des acteurs de la Région, dont ceux de la fonction consultative.

Depuis plusieurs années, la digitalisation se développe dans nos sociétés, modifiant les manières de communiquer, de travailler, les services privés et publics, générant des craintes et des opportunités. Lors de la crise Covid, ce développement s'est accéléré. Le CESE Wallonie a souhaité approfondir les questions que posent ces évolutions au travers d'un cycle de webinaires qui vise à mener une réflexion sur le thème de la digitalisation dans plusieurs de ses aspects en lien avec les préoccupations économiques, sociales et environnementales du Conseil.

Le dossier de la revue est consacré aux enjeux transversaux de la digitalisation que sont l'inclusion et la transition. Dans son interview, le Ministre Willy Borsus explicite les perspectives tracées par le Gouvernement wallon. Réalisé tous les deux ans par l'Agence du Numérique, le Baromètre de maturité numérique des citoyens wallons dresse un bilan détaillé des changements dans l'équipement des ménages, dans l'évolution des usages et dans la progression des compétences. Les principaux enseignements de l'édition 2021 ainsi que les premiers impacts de la crise sanitaire sont présentés.

Depuis 4 ans, la Fondation Roi Baudouin (FRB) travaille sur la question de l'inclusion numérique, à travers des publications, mais aussi en soutenant de multiples projets visant à réduire le nombre d'exclus numériques, encore trop important en Belgique aujourd'hui. Coordinateur de projets à la FRB, Quentin Martens dresse les constats à la base de l'action de la Fondation et les initiatives concrètes mises en place. Olivier Vergeynst, Directeur de l'Institut belge du numérique responsable, explique les origines de l'impact du numérique sur l'environnement. Il propose également quelques bonnes pratiques à adopter, au travail comme à la maison, pour favoriser un numérique plus respectueux de l'environnement, plus inclusif et plus éthique.

Il y a près de deux ans et demi, les élections européennes, fédérales et régionales avaient lieu. La professeure Emilie Van Haute, est l'Invitée de la revue. Elle nous éclaire sur la situation politique et aborde notamment le positionnement des électeurs à l'égard du Gouvernement fédéral, les conséquences de la crise sanitaire ainsi que l'évolution de la concertation sociale. Bonne lecture.



4

Invitée  
**Emilie Van Haute**



8

Dossier  
**Digitalisation :  
inclusion et transition**

A EPINGLER



Dans le cadre de son cycle de webinaires thématiques transversaux consacrés à la digitalisation, le CESE Wallonie organise un webinaire intitulé "Les enjeux de la digitalisation: développement économique et évolution des pratiques". Celui-ci aura lieu le vendredi **26 novembre 2021** de 9h30 à 12h, en visioconférence.

Plus d'infos : [www.cesewallonie.be](http://www.cesewallonie.be)



## Actus

# Portes ouvertes du Vertbois

## Invitée

4

Emilie Van Haute  
*"Le point sur la situation politique belge"*

## Dossier

8

### Digitalisation: inclusion et transition

Le Baromètre de maturité numérique des citoyens 2021 10

Trois questions à André Delacharlierie 16

La stratégie numérique wallonne 18

#### Interviews

Olivier Vergeynst 19  
*"Le numérique responsable : un levier pour accélérer la transition en Wallonie"*

Quentin Martens 22  
*"Le numérique, un formidable accélérateur d'inclusion sociale"*

## Actus

24

28/06 : Renouvellement de l'Assemblée générale 24

Portes ouvertes du Vertbois 26

## Livres

28

La sélection du Centre de Documentation 28

Et dans notre bibliothèque numérique 31



## Le point sur la situation politique belge



### Emilie Van Haute

Il y a un peu plus deux ans, les élections fédérales et régionales avaient lieu. Aujourd'hui, qu'en est-il de la situation politique en Belgique ?

Comment les électeurs se positionnent-ils à l'égard du Gouvernement fédéral et des partis ?

Quelles relations les citoyens entretiennent-ils avec les responsables politiques ? Quelles sont les conséquences de la crise sanitaire ?

Qu'en est-il de la concertation sociale ?

Emilie Van Haute, politologue et professeure à l'ULB, spécialiste de l'analyse des partis politiques et de l'opinion publique, répond à ces diverses questions. Elle évoque également les principaux enjeux pour le Gouvernement fédéral d'ici la fin de la législature.

**Wallonie: Au moment des élections de mai 2019, quel était le positionnement des électeurs par rapport au Gouvernement fédéral en place ?**

**Emilie Van Haute:** Il est important de faire un rapide retour en arrière et de voir quelle était la situation en 2019, à la veille des élections, afin de mieux comprendre les enjeux et de pouvoir dresser un bilan à mi-législature. Plusieurs enquêtes menées auprès des électeurs sur la relation entretenue avec le Gouvernement fédéral montrent qu'entre 2014 et 2019, il y a eu un basculement dans la représentation au niveau fédéral. Ainsi, on peut analyser la congruence entre la position moyenne des électeurs sur un axe gauche-droite, sur une échelle qui va de 0 à 10 (de gauche à droite, 5 étant une position centriste) et celle du Gouvernement fédéral. On s'aperçoit qu'en 2014-2019, les électeurs flamands se situent en moyenne un peu plus à droite que le Gouvernement fédéral. En Wallonie, c'est l'inverse : les électeurs se situent en moyenne plus à gauche que le Gouvernement fédéral, nettement plus à droite.

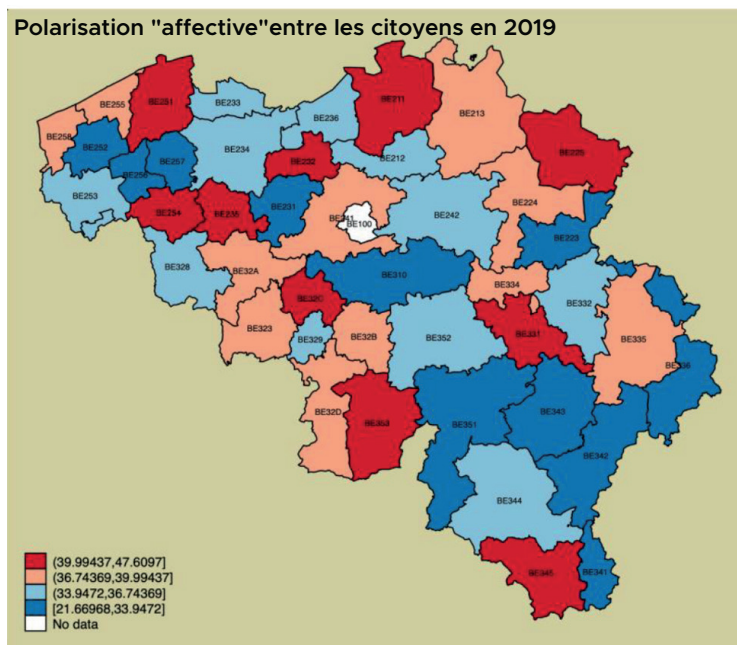
**Wallonie: Ce basculement dans le positionnement n'est pas sans conséquences pour la confiance des électeurs vis-à-vis du politique...**

**Emilie Van Haute:** En effet, entre 2014 et 2019, on assiste à une détérioration du niveau de confiance envers les politiques, que ce soit à l'égard des partis, des politiciens ou du Parlement fédéral. Ce basculement est d'autant plus marqué en Wallonie, sans doute dû au fait que le Gouvernement Michel était plus éloigné de la position moyenne des électeurs wallons. A ce moment, et pour la première fois, les électeurs wallons ont davantage confiance dans le Gouvernement régional que dans le fédéral. Ce phénomène ne touche pas uniquement les politiques, car on constate également une polarisation "affective" forte entre les citoyens. La carte ci-contre montre l'attitude d'un citoyen à l'égard de ceux qui ont une autre opinion politique que la sienne. Plus c'est bleu, plus le degré de sympathie est élevé et la polarité faible ; plus c'est orange ou rouge, plus les citoyens tendent à attribuer un score très négatif à l'égard de ceux qui ne partagent pas leur opinion politique. On constate que la polarisation est très forte dans certaines zones, essentiellement dans les bassins où la

situation socio-économique s'est dégradée et où le sentiment prédominant est d'être dans une zone délaissée par les pouvoirs publics. Répondre aux inégalités est donc essentiel pour diminuer cette polarisation.

**Wallonie: Quelles sont les conséquences de ces mouvements sur les résultats des élections ?**

**Emilie Van Haute:** Ce double fossé qui s'est creusé (entre les citoyens et les politiques, d'une part, et entre les citoyens eux-mêmes, d'autre part) a certainement eu un impact considérable sur les résultats électoraux de 2019, avec une montée des extrêmes. Le Gouvernement fédéral, qui semblait peu représentatif du positionnement de l'électorat, a généré un manque de confiance chez un certain nombre d'électeurs qui se sont tournés vers des partis radicaux (le PTB en Wallonie et le Vlaams Belang en Flandre). Ces électeurs ne sont pas désintéressés du politique, au contraire. Mais ils sont moins satisfaits de la manière dont la démocratie fonctionne en Belgique ou avec les politiques menées. Après les élections, des enquêtes ont été réalisées auprès des électeurs afin de connaître leurs sentiments à l'égard des partis, à savoir si leurs émotions étaient positives ou négatives. Les résultats de ces enquêtes montrent un "boost émotionnel" des vainqueurs des élections.



**Wallonie: Quels ont été les effets de la crise Covid-19 sur le politique et sur la relation entre les politiques et les citoyens ? Le fossé s'est-il creusé ou au contraire amenuisé ?**

**Emilie Van Haute:** Dans les situations de crise (guerres, attaques terroristes, pandémies...), on assiste généralement au phénomène dénommé "rally around the flag" : les citoyens ont tendance à accroître leur confiance au Gouvernement, plus particulièrement au leader de celui-ci. Plusieurs études comparées menées dans divers pays (Australie, Brésil, Canada, Japon, Danemark, France, ...) montrent que ce phénomène est apparu dans le cadre de la crise sanitaire, surtout pendant les premières semaines. Et en Belgique ? Il est clair que le niveau de confiance envers le Gouvernement de Sophie Wilmès, tout d'abord, et d'Alexander De Croo, ensuite, a augmenté dans un premier temps. Mais, après quelques semaines, l'effet s'est estompé car d'autres facteurs entrent en ligne de compte, faisant que le degré de confiance des citoyens envers les responsables politiques rediminue. De plus, si initialement, la crise a rassemblé les partis politiques, des dissensions sont ensuite apparues, notamment dans la manière de la gérer. Il suffit de se rappeler comment se déroulaient les Comités de concertation et les discours, parfois divergents, à l'issue de ceux-ci...

**Wallonie : La crise Covid-19 a-t-elle été une opportunité pour les partis radicaux ?**

**Emilie Van Haute:** Il est clair qu'au début de la crise, et notamment avec le phénomène "rally around the flag" que je viens d'évoquer, la crise pouvait sembler peu favorable pour les partis radicaux, d'autant que l'espace médiatique était réduit. Néanmoins, au fil du temps, le contexte a évolué, rendant l'expression de la critique par l'opposition plus réalisable. Depuis la formation du Gouvernement De Croo, des forces centripètes (radicaux et régionalistes) sont au cœur de l'opposition. La crise, sur le long terme, leur offre la possibilité de pousser certains de leurs thèmes : pour la droite, la nécessité de fermer les frontières, par exemple, et pour la gauche, celle de refinancer les métiers de première ligne. En résumé, si initialement, les partis radicaux, en voulant se montrer comme des partenaires potentiels sérieux, étaient

en retrait, à moyen terme, ils se sont montrés plus incisifs. Ils ont émis leurs critiques à l'égard du Gouvernement, sur le manque de transparence, la désorganisation, sur l'attaque des libertés, sur la faiblesse du soutien aux métiers de première ligne ou aux entrepreneurs. Pour communiquer, ils ont abondamment utilisé les réseaux sociaux, en contournant ainsi l'absence d'espace médiatique.

**CV EXPRESS**

## Emilie Van Haute

Emilie Van Haute est professeure de science politique à l'Université libre de Bruxelles. Elle est présidente du département de Sciences politiques de l'ULB, rattachée au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol).

Ses principaux domaines de recherche sont l'analyse des partis politiques, des élections et de l'opinion publique. Elle est par ailleurs directrice du Policy Lab.

Elle est l'auteure ou la coordinatrice de nombreuses publications et recherches. Ses récentes publications :

- Delwit Pascal, van Haute Emilie, *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles (parution le 4 novembre 2021)
- Goovaerts I., Kern A., van Haute E., Marien S. (2020), *Vote protestataire ou idéologique ?* In J.-B. Pilet, Baudewyns P., Deschouwer K., Kern A., Lefevre J. (eds), *Les belges haussent leur voix. Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019*. Louvain-La-Neuve: PUL, pp. 59-76.
- Close C., van Haute E., (2020), *Emotions et choix de vote : une analyse des élections 2019 en Belgique*, in J.-B. Pilet, Baudewyns P., Deschouwer K., Kern A., Lefevre J. (eds), *Les belges haussent leur voix. Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019*. Louvain-La-Neuve: PUL, pp. 125-152.

## Wallonie : Qu'en est-il de la concertation sociale ?

**Emilie Van Haute:** Il est clair que sous le Gouvernement Michel, la concertation sociale a été mise à distance. Avec le Gouvernement De Croo, il y a eu un certain espoir d'une relance, vu le retour des socialistes et le renfort des écologistes. Cependant, plusieurs éléments de contexte rendent cette relance moins évidente. Tout d'abord, la logique de polarisation de la société tend à remplacer la logique de concertation, tant sur le plan politique que social. Ensuite, les partis flamands sont poussés dans le dos par un Gouvernement régional et une opposition très radicale. Enfin, il existe un questionnement sur la concertation par rapport à la multiplication d'outils de participation citoyenne plus directe (consultations, commissions délibératives, ...). Les diverses initiatives visant une implication plus forte des citoyens se développent de manière importante. Est-ce une manière de réconcilier citoyens avec le politique et la démocratie ou est-ce un aveu d'échec de la démocratie représentative ? C'est une vraie question à laquelle on n'a pas encore de réponse... Quoi qu'il en soit, la place des corps intermédiaires et de la concertation doit être repensée à l'aune de ces évolutions structurelles.

## Wallonie : Qu'en est-il d'une éventuelle nouvelle réforme de l'Etat ? Pensez-vous que celle-ci aura lieu et si oui, quel en sera le contenu ?

**Emilie Van Haute:** Au regard des précédentes réformes de l'Etat, il faut constater que la configuration actuelle du Gouvernement fédéral, avec une large coalition de partis traditionnels, est plutôt favorable à l'ouverture de la discussion. Une délibération citoyenne sur cette future réforme est d'ailleurs envisagée pour début 2022. Par contre, il est plus difficile de se prononcer sur le contenu de la réforme. Il convient de voir si l'évolution des forces en présence et les résultats des élections de 2024 auront un impact sur la manière dont cette réforme de l'Etat sera menée.

## Wallonie : En cet automne 2021, quels sont les principaux enjeux pour le Gouvernement fédéral d'ici la fin de la législature ?

**Emilie Van Haute:** Étant donné la place occupée par la gestion de la crise COVID, un des principaux enjeux du gouvernement est de pouvoir se tourner vers une série de réformes de fond prévues dans l'accord de gouvernement, mais mises entre parenthèses durant ses premiers mois d'existence. C'est notamment le cas de la réforme des pensions, ou du dossier de sortie du nucléaire. Cela devra se faire dans un contexte budgétaire difficile, avec des finances publiques plombées par la gestion de la crise. Ces avancées sur des dossiers de fond seront également complexes, tant les partenaires du gouvernement divergent en termes de points de vue. Tout l'enjeu sera de pouvoir revenir vers les électeurs avec des avancées concrètes, afin de retisser les liens avec les électeurs dans la perspective du scrutin 2024. Le risque, si ce n'est pas le cas, est de voir les tendances centripètes de 2019 s'accroître, et la polarisation mener à un blocage politique.

## Voir ou revoir le Web'Actu du Conseil

Le 3 juin, le CESE Wallonie a invité Emilie Van Haute à intervenir dans le cadre d'un Web'Actu. Elle a fait part de ses réflexions, reprises dans cette interview, sur la situation et les perspectives de la Belgique, deux ans après les élections.

L'enregistrement de ce webinaire est disponible sur la plateforme Livestorm. Consultez la rubrique Actualités de notre site internet : [www.cesewallonie.be](http://www.cesewallonie.be) pour y accéder.



Web'Actu du Conseil **REPLAY** 

Situation et perspectives politiques en Belgique, deux ans après les élections

Emilie VAN HAUTE, politologue (ULB)

jeudi 3/06/2021 de 13h à 14h

 CESE Wallonie  
Conseil économique, social et environnemental de la Région wallonne





# Digitalisation: inclusion et transition

Les enjeux et les perspectives en termes d'usages du numérique, d'inclusion et de lutte contre la fracture numérique ou encore le numérique responsable font l'objet de ce dossier. Celui-ci s'inscrit dans le prolongement du premier webinaire sur les enjeux de la digitalisation, organisé par le CESE Wallonie le 24 septembre.

L'article central présente les résultats du Baromètre de maturité numérique des citoyens 2021, réalisé par l'Agence du Numérique (AdN). Les principaux chiffres et enseignements de ce bilan détaillé des changements dans l'équipement des ménages, dans l'évolution des usages et dans la progression des compétences, sont présentés. Dans son interview, André Delacharlerie, l'auteur de l'étude et Directeur du Pôle Éducation et Observatoire du numérique de l'AdN, revient sur les recommandations issues de l'enquête pour améliorer les compétences numériques des citoyens wallons.

Les principaux axes de la stratégie numérique de la Wallonie et les enjeux de la législature sont rappelés par Willy Borsus, Vice-Président de la Wallonie et Ministre en charge, notamment, de l'Économie et du Numérique.

Marie-Anne Delahaut, Directrice de recherche associée à l'Institut Destrée (Société de l'information et Égalité des genres), témoigne quant à elle de son expérience professionnelle et personnelle de 30 années d'implication dans le domaine du web.



Deux interviews viennent compléter ce dossier.

Quentin Martens, Coordinateur de projets à la Fondation Roi Baudouin (FRB), présente les travaux menés par la Fondation pour favoriser l'inclusion numérique, notamment des publics les plus exclus. Il dresse les constats à la base de l'action de la FRB et évoque les initiatives concrètes mises en place, dont la plateforme "123digit.be", qui fournit des ressources pédagogiques gratuites pour accompagner les publics fragiles sur le numérique.

À l'heure où les défis sociétaux et climatiques doivent être rencontrés, il est possible de mettre en œuvre un ensemble de technologies et de services numériques apportant des solutions et des innovations durables pour la planète. Dans son interview, Olivier Vergeynst, Directeur de l'Institut belge du numérique responsable, explique les origines de l'impact du numérique sur l'environnement. Il propose également quelques bonnes pratiques à suivre, au travail comme à la maison, pour adopter un numérique plus respectueux de l'environnement, plus inclusif et plus éthique.

## Le Baromètre de maturité numérique des citoyens wallons 2021

Réalisé tous les deux ans par l'Agence du Numérique (AdN), le Baromètre de maturité numérique des citoyens wallons dresse un bilan détaillé des changements dans l'équipement des ménages, dans l'évolution des usages et dans la progression des compétences. Quels enseignements peut-on tirer de cette édition 2021 ? Quel est l'impact de la crise sanitaire sur les usages du numérique ? Quelle est la perception du numérique par les citoyens ? L'article qui suit propose de répondre à ces questions <sup>(1)</sup>.

Le Baromètre 2021 de maturité numérique des citoyens wallons<sup>(2)</sup>, une publication de près de 80 pages, est le résultat de l'enquête menée par l'Agence du Numérique auprès de la population wallonne. L'objectif de cette enquête est de mesurer les évolutions dans l'équipement technologique des ménages ainsi que dans les usages des citoyens et la progression de leurs compétences. Pour cette édition, une analyse de l'impact de la crise sanitaire sur l'adoption des technologies par la population est également proposée. Il est vrai que lors de cette période particulière, le numérique a souvent été considéré comme la planche de salut pour permettre la poursuite de nombreuses activités via le télétravail, des échanges économiques via l'e-commerce ou simplement pour garder le contact avec les proches via les visioconférences.

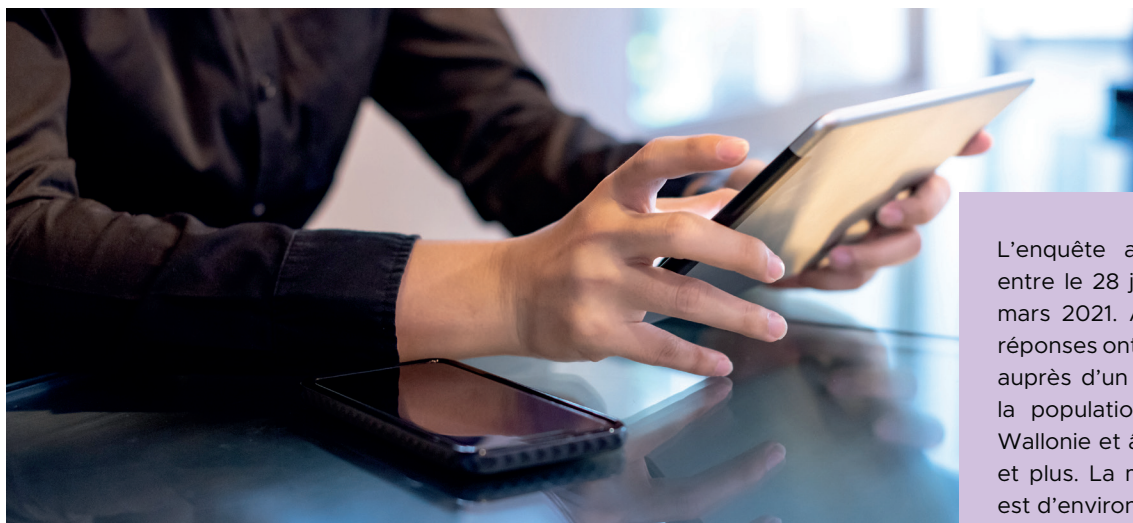
Le Baromètre 2021 se structure en 7 chapitres analysant l'équipement numérique, les usages d'internet, les usages du commerce électronique, les compétences et la maturité numérique, le profil des usagers, le numérique et l'environnement et enfin, les fractures numériques. Au terme de l'analyse, l'Agence du Numérique avance plusieurs recommandations pour augmenter les compétences des citoyens wallons et favoriser l'inclusion de tous dans la société numérique.

Comme l'indique le Directeur général de l'AdN, Benoît Hucq : *"Qu'il s'agisse de bénéficier de ses droits ou de remplir ses devoirs, d'accéder aux produits et services essentiels ou d'organiser ses activités de loisirs, et bien sûr de développer ses compétences et de contribuer au développement de la société, être citoyen aujourd'hui implique de maîtriser les outils et les usages du numérique. Cette exigence nous a été rappelée de manière critique par la crise de la Covid. La maturité numérique des citoyens est un enjeu majeur de la stratégie numérique Digital Wallonia, notamment au travers de différents programmes et actions spécifiques"* <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> Cet article reprend en très large partie les textes de synthèse de la publication et du site internet de l'AdN ainsi que les infographies réalisées par l'Agence.

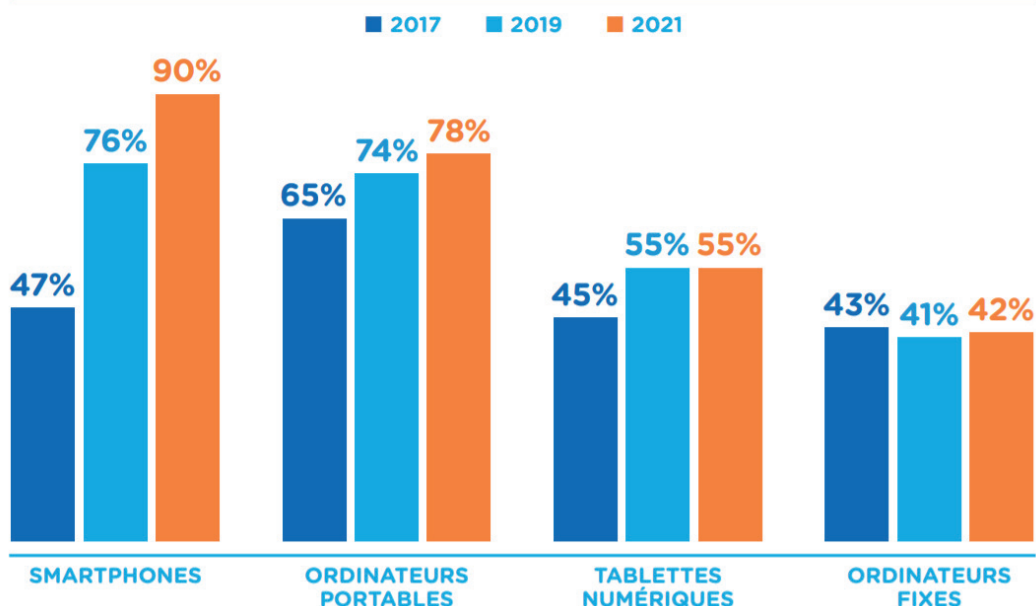
<sup>(2)</sup> Pour télécharger la publication : [www.digitalwallonia.be/citoyens2021](http://www.digitalwallonia.be/citoyens2021).

<sup>(3)</sup> Baromètre 2021, Editio, p.1.



L'enquête a été réalisée entre le 28 janvier et le 19 mars 2021. Au total, 2.184 réponses ont été collectées auprès d'un échantillon de la population résidant en Wallonie et âgée de 15 ans et plus. La marge d'erreur est d'environ 2,1%.

## Ménages wallons disposant de ces terminaux numériques (tous les ménages)



### L'équipement numérique

Au niveau de l'équipement, ce sont principalement les smartphones qui ont progressé, faisant passer le nombre de foyers qui en possèdent au moins un de 47% à 90%. Les ordinateurs portables ont aussi progressé de 65% à 78%, tandis que les ordinateurs fixes et les tablettes numériques restent stables respectivement à 43% et 42%. La moitié des ménages (49%) ont à présent à la fois smartphone, ordinateur et tablette, tandis que 34% ont au moins un smartphone et un ordinateur.

**90%**

(+8) des citoyens de 15 ans et plus ont indiqué se connecter chaque jour à Internet au début de 2021.



Il ne reste donc que 4% des ménages qui n'ont aucun terminal numérique. Il s'agit principalement de couples de personnes âgées et de personnes seules.

La crise Covid-19 a contribué à renforcer l'équipement des ménages : 18% des ménages ont acquis des ordinateurs, mais aussi des tablettes, des smartphones, voire des écrans ou webcams. Les raisons sont principalement les nécessités des études des enfants (57%) ou du télétravail (42%), mais parfois aussi pour garder le contact avec les proches (12%).

10% des ménages actifs avec enfant(s) signalent cependant que l'équipement disponible reste insuffisant pour les besoins du télétravail et des études de tous les membres du foyer.

Au niveau des connexions, 94% (+4) des domiciles sont à présent connectés à Internet. 57% des utilisateurs considèrent que cette connexion est stable et satisfaisante, mais 12% la jugent faible car ils sont victimes de coupures et de lenteurs régulières.

Les accès publics à Internet ont cependant été beaucoup moins utilisés cette année avec des taux d'usage chutant à la moitié, voire au tiers, des usages de 2019. Les espaces publics numériques (EPN) n'ont plus drainé que 3% de la population en 2020, alors qu'ils en avaient accueilli 7% en 2018.



96%

(+4) des ménages wallons disposent d'au moins un terminal numérique, que ce soit un ordinateur, une tablette ou un smartphone.



## Des usages en progression

La progression sur les usages totaux est principalement le fait des femmes qui ont progressé de 6 points, alors que l'évolution n'est que de 1 point pour les hommes. Pour les usages quotidiens, les progressions sont réparties sur toutes les classes d'âge et sur les deux genres. De nombreux usages particuliers ont progressé, parfois de façon spectaculaire, tels que la visioconférence qui passe de 42% à 64% d'utilisateurs, ou le téléphone par Internet qui progresse de 51% à 66%. Le smartphone s'impose cette année comme le vecteur d'un nombre de plus en plus grand d'interactions numériques et notamment la commande en ligne (43%, +16) ou les virements bancaires (58%, +16). La progression relative la plus importante revient à la transmission des données médicales via Internet qui a plus que doublé, passant de 8% à 20% dans un contexte sanitaire qui ne pouvait être que positif pour cet usage.

Les communications par mail et par messagerie instantanée restent les usages les plus courants et progressent aussi, utilisés par 82% des Wallons (+4) pour le mail et 74% (+7) pour la messagerie. Les réseaux sociaux restent une valeur sûre (72%, +4) et sont dominés par Facebook (65%), laissant loin les Instagram (25%), Snapchat (17%), LinkedIn (9%) ou Twitter (7%).

De nombreux sites web administratifs ont aussi vu leurs visiteurs augmenter, dont principalement celui de la FWB (28%, +6), certainement fort sollicité pour les consignes relatives aux études et

à la culture dans la crise sanitaire. 32% des Wallons (+3) ont rempli une déclaration administrative en ligne. De la même manière, les applications bureautiques en ligne (34%, +8), ainsi que le suivi de cours à distance (28%, +6) ont également profité de l'année 2020 très particulière.

## Quelle maturité numérique ?

Comme en 2019, tous les répondants ont été invités à déterminer leur niveau de compétences numériques en indiquant dans quelle mesure ils se sentaient à l'aise avec 15 tâches représentatives, dont 13 identiques à celles testées en 2019. L'évolution est modeste, mais positive sur pratiquement toutes les tâches, hormis les deux nouvelles qui étaient effectivement plus difficiles, ce qui conduit à une progression globale du sentiment de compétence de 56 à 59. Cette évolution positive est nettement plus marquée chez les femmes (+4,7) que chez les hommes (+0,3).

Toutefois, ces compétences ne sont jugées suffisantes que par 76% de la population active et sont même considérées comme réellement insuffisantes par 20% (+2). Ainsi, 35% de la population, soit 11 points de plus qu'en 2019, souhaitent bénéficier de formations pour améliorer leur maîtrise du numérique, dont 49% des étudiants, ainsi que 44% des employés et des chômeurs. En associant l'indicateur de compétence avec les niveaux d'usage des services numériques, on obtient un indicateur de maturité numérique qui, lui aussi, a positivement évolué de 46,9 à 50,8.

La part des usagers les plus faibles s'est heureusement réduite de 20,6% à 17,9%, mais en même temps la part des citoyens ayant une maturité numérique élevée s'est aussi réduite de 16% à 10,7%, conduisant à un resserrement des niveaux moyens de maturité. Les maturités les plus faibles sont sans surprise surtout le fait des personnes de plus de 50 ans et surtout de plus de 75 ans. On y trouve aussi 20% de femmes et 15% d'hommes.

## Des éloignés aux passionnés

Une des nouveautés de ce Baromètre 2021 réside dans les questions évaluant les attitudes des citoyens vis-à-vis du numérique et qui permettent de comparer ces attitudes avec celles mesurées fin 2020 par IMEC en Flandre.

Cinq profils caractéristiques ont pu être tracés et montrent que :

- 9% des Wallons sont des "passionnés" des technologies digitales ;
- 20% en sont des "compagnons" confiants, mais plus mesurés dans leur enthousiasme et plus sensibles aux contraintes ;
- 29% sont des "ambivalents", avec une position qui reste positive, mais avec des doutes et des inquiétudes ;
- 10% sont des "insoumis" qui ne négligent pas le numérique, mais en font un usage limité à l'essentiel en évitant de passer du temps sur les réseaux sociaux et sur leur smartphone ;
- 32% sont des "éloignés" du numérique, ayant peu confiance et l'utilisant très peu, voire pas du tout.

La comparaison avec la Flandre montre un nombre nettement plus faible de passionnés et de compagnons en Wallonie qui ne sont que 29% ensemble, alors qu'ils sont 43% au nord du pays. À l'inverse, le nombre d'éloignés, 32% en Wallonie et 18% en Flandre, confirme une fracture numérique plus importante dans notre région.

## La fracture numérique se transforme

Selon le point de vue adopté, on constate que la fracture numérique d'accès ou fracture de premier degré s'est bien réduite, puisque le taux de domiciles sans connexion Internet est passé de 10% en 2019 à 6% en 2021.



Toutefois, en considérant la fracture sur les usages, on observe que le groupe des Wallons avec une maturité faible ne s'est réduit que de 21% à 18% cette année. D'autre part, 32% des Wallons sont classés comme "éloignés" du numérique sur base de leurs attitudes vis-à-vis de ces technologies et peuvent raisonnablement être associées à une fracture de troisième degré, à savoir la capacité à exploiter le numérique au profit de son propre développement. Dans un contexte où le numérique est présent partout, il est donc difficile de considérer que la fracture numérique s'est réellement réduite, malgré des progressions intéressantes de nombreux indicateurs.

En réalité, la fracture numérique change de nature en isolant potentiellement ceux qui ont des usages très restrictifs et qui ne se sentent pas à l'aise avec ces technologies et leurs implications sociétales.

## Des conclusions aux recommandations

Le Baromètre 2021 de maturité numérique des citoyens wallons réalisé par l'Agence du Numérique délivre un message positif, mais contrasté avec de belles progressions dans les équipements et les usages dans la plupart des catégories de la population. C'est particulièrement le cas avec des évolutions souvent significatives pour les usages des femmes qui comblent ainsi partiellement le retard structurel observé depuis de nombreuses années.

Par contre, bien que le sentiment de compétence numérique se soit accru et que l'indicateur de maturité progresse aussi positivement, une part croissante de la population considère que ses compétences ne sont pas suffisantes et plus d'un tiers des Wallons sont demandeurs de formations au numérique. C'est la raison pour laquelle le Baromètre 2021 propose des recommandations, qui s'articulent autour de 4 priorités d'action pour développer les compétences numériques des Wallons : l'école, la formation qualifiante, la formation continue et l'inclusion des publics plus fragilisés. André Delacharlerie, auteur de l'étude, revient dans son interview (voir en page 16) sur ces recommandations.

Au terme de cette enquête, l'AdN lance un appel pour que l'éducation au numérique soit renforcée tous azimuts afin d'assurer l'inclusion de tous les citoyens. *"La mission du pouvoir public se situe d'abord dans le soutien à l'apprentissage du numérique en mettant en cohérence les actions destinées au public scolaire et aux étudiants, aux travailleurs, aux demandeurs d'emploi et, in fine, à tous les citoyens. C'est l'ambition du plan d'inclusion numérique qui sera mis en œuvre dans les prochains mois dans la cadre de Digital Wallonia"* conclut le Directeur de l'AdN, Benoît Hucq.

### Les espaces publics numériques

Initié en 2004, le plan de développement des espaces publics numériques (EPN) dans les communes wallonnes vise à renforcer l'accessibilité aux outils digitaux et la participation citoyenne à la société de l'information. La Wallonie compte 166 EPN répartis sur 127 communes. Ouvert à tout public, ils proposent des accès à des équipements numériques, des formations, de l'accompagnement adapté aux publics, etc.

Comme l'a souligné le Ministre wallon de l'Economie et du Numérique (voir en page 18), le rôle des EPN est important pour renforcer l'inclusion numérique des citoyens wallons. Récemment, le Gouvernement wallon a tenu à renforcer ce rôle, en consolidant l'accompagnement et l'animation du dispositif, en finançant l'équipement informatique de 100 nouvelles structures et en dynamisant le réseau existant par des appels à projets.

L'animation du réseau des EPN, assurée par le Centre de Compétence Technofutur TIC.

[www.epndewallonie.be](http://www.epndewallonie.be)

Dans sa Déclaration de Politique régionale 2019-2024, le Gouvernement wallon a précisé ses intentions en matière de résorption de la fracture numérique constatée et ce, afin de ne laisser personne sur le bord de la route d'une société qui se digitalise rapidement.

La révolution numérique touchant tous les domaines du quotidien, le Gouvernement wallon s'est engagé à :

- développer une offre de formations à l'utilisation des outils informatiques de base à l'attention des demandeurs d'emploi, avec pour objectif une validation de compétences ;
- mettre en place une offre semblable pour les personnes aidées par les CPAS, et en particulier celles appelées à travailler dans le cadre d'un contrat de travail visés par les articles 60 et 61 de la Loi organique des CPAS ;
- créer un chèque formation à la digitalisation pour travailleurs et demandeurs d'emploi ;
- poursuivre les campagnes de sensibilisation visant à réduire l'écart entre le nombre d'hommes et de femmes poursuivant une carrière à prévalence numérique ;
- poursuivre le développement d'espaces publics numériques pour permettre l'accès collectif aux technologies numériques, comme un accès à internet (y compris pour les personnes porteuses d'un handicap) et pour les charger de créer un programme commun d'acquisition de compétences minimales spécifiquement destiné aux publics fragilisés par la fracture d'usage numérique et d'en faire la promotion ;
- collaborer avec la Fondation Roi Baudouin en vue de développer des actions visant à réduire la fracture d'accès numérique.

La crise sanitaire a accentué la nécessité de soutenir la compétitivité et l'innovation de l'ensemble des entreprises wallonnes par le numérique. Considérée par les interlocuteurs sociaux comme un moyen de renforcer l'efficacité sociétale et non comme une fin en soi, la digitalisation du territoire wallon se doit d'être poursuivie et amplifiée, à différents niveaux, en concertation avec les acteurs concernés et ce, afin d'identifier leurs besoins et en accordant une attention particulière aux publics les plus numériquement précarisés.

Dans le cadre du récent Plan pour la Relance et la Résilience (PRR) proposé par le Gouvernement wallon, le CESE Wallonie a constaté que les projets relevant de l'axe numérique et formation s'inscrivaient globalement dans les priorités qu'il soutient. Si les attentes des interlocuteurs sociaux sont en effet particulièrement importantes en matière de digitalisation et de simplification des procédures administratives, ils insistent également sur les mesures de lutte contre la fracture numérique.

Le Conseil rappelle par ailleurs que la digitalisation a un impact environnemental non négligeable, tantôt positif (réduction des déplacements...), tantôt négatif (consommation d'énergie, utilisation de terres rares...), qui nécessite entre autres que la Wallonie soit attentive aux filières de recyclage des métaux et aux mesures visant à réduire la consommation d'électricité dans le cadre numérique.



## Voir ou revoir le webinaire "Les enjeux de la digitalisation"

L'enregistrement du webinaire "Les enjeux de la digitalisation" du 24/09/2021 est disponible sur la plateforme Livestorm. Consultez la rubrique Actualités de notre site internet : [www.cesewallonie.be](http://www.cesewallonie.be) pour y accéder.





## Trois questions à

# André Delacharlerie



André Delacharlerie est Directeur du Pôle Éducation et Observatoire du numérique de l'Agence du Numérique. Auteur de l'étude, il revient sur les principales recommandations issues du Baromètre 2021 pour améliorer les compétences numériques des citoyens wallons.

**Wallonie : Depuis de nombreuses années, l'AdN réalise cette enquête sur la maturité numérique des citoyens. Quelles sont les évolutions les plus marquantes et quels sont les principaux enseignements de cette édition 2021 ?**

**André Delacharlerie :** En effet, l'Agence réalise des enquêtes depuis le début des années 2000 auprès des citoyens wallons en ce qui concerne les équipements et les usages numériques. En 20 ans, les évolutions les plus marquantes concernent évidemment les équipements qui se sont généralisés : aujourd'hui, 96% des ménages wallons disposent au moins d'un terminal numérique, que ce soit un ordinateur, une tablette ou un smartphone. Le Baromètre 2021 montre à quel point le smartphone s'est imposé comme l'outil de communication. Evidemment, l'impact de la Covid-19, tant sur les équipements que sur les usages, est considérable. Parmi les enseignements de cette édition, je citerais l'évolution de la fracture numérique : si elle semble se réduire au niveau de l'accès, il n'en va pas de même au niveau de la relation entretenue avec les outils digitaux. Or, vu l'intégration du numérique dans toutes les strates de la vie quotidienne des citoyens, l'éducation numérique est essentielle. Il faut que la population soit mieux informée des bénéfices potentiels, des pièges aussi, et surtout des savoir-faire nécessaires pour tirer le meilleur profit de ces technologies tant pour le développement personnel que pour participer à la vie économique et sociale, voire pour contribuer à une nouvelle citoyenneté.

**Wallonie : Quels sont les publics visés ?**

**André Delacharlerie :** L'éducation au numérique doit bien sûr viser en priorité les personnes les plus éloignées du numérique. Un plan global d'inclusion

numérique est donc indispensable et doit permettre de former et d'accompagner les personnes de la population active qui n'ont pas les compétences de base nécessaires, ainsi que toutes les personnes qui ne sont pas ou plus actives (en particulier les seniors mais aussi les femmes seules, les réfugiés, les personnes privées de liberté, etc.). Les dispositifs tels que le PMTIC et les espaces publics numériques doivent non seulement être renforcés mais aussi étendus pour répondre à l'ensemble des besoins. Leur visibilité et leur notoriété doivent être significativement promues pour que l'ensemble de la population puisse en profiter. Il faut également élargir les formations au numérique à l'ensemble de la population. Notre Baromètre a montré que 35% des Wallons souhaiteraient bénéficier de formations pour améliorer leur maîtrise du numérique, dont... 49% d'étudiants!

**Wallonie : C'est la raison pour laquelle vous plaidez pour un renforcement de l'éducation numérique dès l'école fondamentale...**

**André Delacharlerie :** Tout à fait. L'éducation scolaire au numérique doit aussi être drastiquement renforcée. Pour cela, il est nécessaire de mettre en œuvre le référentiel intitulé "Formation manuelle, technique, technologique et numérique" défini en 2020 par la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais aussi d'accélérer la formation initiale des enseignants en ce domaine. Bien sûr, l'éducation ne doit pas se limiter au niveau scolaire car le numérique se transforme en permanence et soulève des questions, voire des inquiétudes, chez bien des usagers, même chez les internautes aguerris. Les acteurs publics de la formation aux métiers (Forem, IFAPME,...) doivent également renforcer les orientations numériques de leurs référentiels de formation pour coller au mieux aux besoins qui



évoluent sans cesse. Le rôle des entreprises est évidemment crucial aussi pour diffuser, via l'entretien des compétences professionnelles, les savoir-faire actualisés relatifs au numérique.

Une attention particulière doit aussi être portée au niveau des développements d'applications numériques afin que les interfaces soient plus inclusives, c'est-à-dire plus simples et mieux adaptées à tous les terminaux, comme le smartphone. Enfin, des actions d'éducation permanente, s'adressant au grand public, devraient également être développées. Par exemple la Flandre a lancé une mini-série de 5 émissions (VRT/Canvas) sur les thèmes "Privacy & ik" et "Facebook & ik" afin de démystifier les réseaux sociaux et les questions de vie privée.

## Témoignage

*"Etre une femme dans le numérique, administratrice système et entrepreneure : c'est possible et j'en suis la preuve", constate Marie-Anne Delahaut. Lors du webinaire du 24 septembre, la Directrice de recherche associée à l'Institut Destrée (Société de l'information et Egalité des genres) a témoigné de son expérience professionnelle et personnelle de 30 années d'implication dans le domaine du web. Elle a ainsi fait part de ses multiples rencontres, notamment avec l'un des pères de l'internet, Vinton G. Cerf, des différentes actions et projets qu'elle a portés (comme le chapitre Wallonie de l'Internet Society) et de son implication au niveau international.*

Pour Marie-Anne Delahaut, l'inclusion constitue une clé stratégique pour le bon développement de la société. Elle s'investit depuis 2007 dans la Fondation Millennia2025 Femmes et Innovation, en développant notamment l'outil de prospective "digintelles 2.0". Elle explique : *"digintelles a été labellisé par l'ONU Femmes France en 2020 et en 2021, pour associer intelligences collectives et compétences numériques comme moteurs d'autonomisation. Depuis 2019, je fais partie du Groupe de travail du Comité consultatif de l'ONU Femmes Pékin+25 et Génération Egalité. Je suis la seule Wallonne et la seule Belge dans ce groupe de travail international"*.

Autre projet important : le programme "MaVille-Compétences" conçu par MAD-Skills comme "Moteur d'innovation citoyenne pédagogique et reproductible, pour la valorisation des talents et des compétences par la transmission intergénérationnelle et inclusive". Lauréat de "Territoire intelligent" de Digital Wallonia en 2019, ce programme a permis aux citoyen-ne-s de Wellin de mettre en lumière des talents et passions insoupçonnés tout en créant du lien.

Pour Marie-Anne Delahaut, l'inclusion et la transmission des compétences sont des enjeux structurants de la digitalisation. Elle conclut : *"Il appartient aux responsables politiques, économiques et de l'éducation de faire en sorte que le numérique évolue dans le respect des personnes, des droits humains, en se mobilisant pour les causes qui dépassent les technologies, telles l'évolution du climat et l'accès aux ressources pour la population. Ce sont des enjeux stratégiques et de long terme, nos petits-enfants nous jugeront sur notre manière de les affronter..."*

### Plus d'infos :

[www.millennia2025-foundation.org](http://www.millennia2025-foundation.org)

[www.wellin-competences.org](http://www.wellin-competences.org)

# La stratégie numérique wallonne

Quels sont les principaux axes de la politique wallonne en matière de digitalisation ? Quelles sont les actions mises en place ? Quels sont les enjeux de la législature ? Voici les réponses de Willy Borsus, Vice-Président de la Wallonie et Ministre en charge, notamment, de l'Economie et du Numérique, qui est intervenu en introduction du webinaire du CESE Wallonie, le 24 septembre dernier.

*"La stratégie digitale est l'un des éléments centraux de la relance et du développement de la Wallonie", a déclaré Willy Borsus, en entamant son intervention. "Nous avons voulu donner à cette stratégie une dimension inédite. Plusieurs priorités ont été définies, en collaboration avec l'ensemble des Ministres et des différents acteurs concernés. L'acquisition des compétences et la formation, l'e-commerce, la connectivité du territoire, l'accessibilité des services, la transition industrielle ou encore les investissements en matière d'intelligence artificielle, sont autant d'axes essentiels de cette stratégie", a indiqué le Ministre.*

Pour Willy Borsus, l'acquisition des compétences est essentielle, notamment pour lutter contre les nouvelles formes de discrimination liées à la fracture numérique. *"La crise du Covid nous a rappelé toute l'importance du numérique et de la formation, tant initiale que continue, aux outils digitaux".* Le Ministre a souligné le rôle et l'importance des espaces publics numériques (EPN). *"Une évaluation a été réalisée et un soutien financier complémentaire a été octroyé aux EPN, de manière à renouveler le matériel. Je crois en ce réseau qui permet, dans la proximité, de rassembler des publics et de permettre l'acquisition de certains savoirs numériques. Nous veillerons à élargir les publics qui bénéficient des services des EPN".*

Le Ministre de l'Economie et du Numérique a ensuite évoqué les entreprises et la connectivité du territoire : *"Dans le contexte de l'évolution de nos entreprises, nous voulons soutenir la transformation des processus industriels, notamment pour permettre la relocalisation de chaînes de valeur dans notre région. Le digital peut permettre à la Wallonie de mieux se positionner dans un environnement concurrentiel. Nous souhaitons continuer à investir dans la recherche et l'innovation*

*en matière de transition numérique. Nous sommes impliqués dans des collaborations avec d'autres niveaux de pouvoir et secteurs. Par ailleurs, pour permettre la réalisation de la stratégie numérique de la Wallonie, nous avons mobilisé, dans le Plan de relance, un budget de l'ordre 266 millions € de manière à ce que derrière les mots, il y ait des moyens !".*

Pour mettre en place la stratégie digitale, la connectivité du territoire est aussi un enjeu de taille. Constatant la progression de la Wallonie en la matière, Willy Borsus a évoqué plusieurs actions concrètes en vue d'améliorer la connectivité du territoire : accord avec les opérateurs de téléphonie, équipement des zones d'activité économique en fibre à haut débit ou encore expériences de smart cities.

Le Ministre a également abordé la question du déploiement de la 5G : *"Il est important d'en débattre ensemble. La 5G est en train de franchir les différentes étapes pour se déployer en Wallonie. Cependant, nous voulons le faire en prenant en considération l'ensemble des dimensions, c'est-à-dire en tenant compte des impacts potentiels en termes de santé publique, d'environnement et de développement économique. Des projets-pilotes vont être menés dans plusieurs lieux stratégiques, comme les aéroports, de manière à pouvoir faire l'expérimentation de l'apport de la 5G sur les services ou pour les entreprises".*

En conclusion, le Ministre a tenu à remercier l'Agence du Numérique, l'Administration, le Conseil du numérique, les entreprises, les associations ainsi que tous les travailleurs et les employeurs qui participent à cette dynamique régionale globale et permettent à la stratégie numérique wallonne de se concrétiser.



## Le numérique responsable : un levier pour accélérer la transition de la Wallonie

### Olivier Vergeynst

Olivier Vergeynst est Directeur de l'Institut belge du numérique responsable, une association créée en 2020 sur base de son équivalent français. L'objectif de l'ISIT : fédérer les entreprises, organisations et particuliers en transition numérique, pour les aider à réduire l'empreinte environnementale et sociale de leurs services et usages informatiques.

Dans l'interview accordée à la revue Wallonie, Olivier Vergeynst explique les origines de l'impact du numérique sur l'environnement. Il propose également quelques bonnes pratiques à suivre, au travail comme à la maison, pour adopter un numérique plus respectueux de l'environnement, plus inclusif et plus éthique.

**Wallonie : Qu'entend-on par "numérique responsable" ?**

**Olivier Vergeynst :** Le numérique responsable s'appuie sur les 3P du développement durable : "People, Planet, Prosperity". A l'heure où les défis sociétaux et climatiques doivent être rencontrés, il est possible de mettre en œuvre un ensemble de technologies et de services numériques apportant des solutions et des innovations durables pour la planète. D'une part, il s'agit de réduire les impacts environnementaux du numérique en lui-même, tant lors de la fabrication des équipements que de leur utilisation. D'autre part, un meilleur usage du numérique permettra de réduire les conséquences sur l'environnement de l'ensemble des activités humaines mais aussi de mieux répondre aux enjeux humains et sociétaux, comme l'inclusion par exemple. Le numérique responsable couvre donc un champ très large de domaines d'actions. Nous ne parlons pas de numérique durable car,

en effet, le numérique ne l'est pas. Néanmoins, il y a véritablement moyen d'être plus responsable dans nos équipements et usages numériques.

**Wallonie : Quel est l'impact environnemental du numérique ?**

**Olivier Vergeynst :** Le numérique génère de nombreux impacts environnementaux, souvent méconnus. La fabrication des équipements en est la source principale, à cause de l'extraction minière et des processus chimiques et physiques de production des métaux nécessaires à la fabrication des composants électroniques. L'utilisation de tous ces équipements consomme aussi énormément d'énergie. Et en fin de vie, une grande partie de nos équipements termine sur des décharges dans des pays en voie de développement, car trop peu d'équipements sont recyclés. Et quand recyclage il y a, cela consomme aussi beaucoup d'énergie.

Aujourd'hui, beaucoup d'organisations mesurent leurs émissions de gaz à effet de serre, mais ne pensent pas à y inclure les émissions liées au numérique. Pourtant, ce poste peut être le troisième en termes d'importance des émissions de GES, après le chauffage des bâtiments et les déplacements des collaborateurs. Et vu la croissance continue des usages numériques, on constate, au niveau mondial, une évolution à la hausse des émissions de GES liées au numérique. Actuellement, 4 à 5% des émissions de GES sont dues au numérique, dépassant ainsi celles de l'aviation civile. La progression est de l'ordre de 9% par an et la crise sanitaire a eu évidemment un effet multiplicateur. Pour 2025, les projections font état de 8% des émissions qui seraient issues du numérique. L'un des buts du numérique responsable est de maintenir ce niveau à 5%.

#### Wallonie : Quelles sont les sources d'impact ?

**Olivier Vergeynst:** On entend souvent que les centres informatiques, les fameux "data centres", sont de grands pollueurs. Il est vrai que leur consommation énergétique est importante, tout comme celle des équipements réseau nécessaires pour s'y connecter (wifi, antennes 4G, routeurs etc.). Mais l'impact du numérique vient avant tout des équipements des utilisateurs. La raison est le nombre d'objets connectés. Smartphones,

ordinateurs, télévisions, montres connectées, caméras de sécurité et capteurs divers, on arrive à 40 milliards d'équipements utilisateurs ! A noter que l'impact vient principalement de la fabrication de ces équipements. Par exemple, l'analyse du cycle de vie d'un smartphone ou d'une tablette montre que 80% des émissions de GES ont lieu en phase de production.

#### Wallonie : Quelles sont les pistes d'action pour avoir un usage numérique responsable ?

**Olivier Vergeynst:** Au niveau des entreprises et des administrations, une politique d'achats responsables peut être facilement menée. Les fabricants publient de plus en plus d'informations chiffrées sur l'impact environnemental de leurs produits. On peut utiliser les écolabels et l'on peut aussi prévoir, dès l'achat, ce que deviendront les équipements, comment et où ils seront reconditionnés. On peut également envisager d'acheter des équipements reconditionnés professionnellement, avec les garanties adéquates. De plus en plus d'administrations et d'entreprises s'engagent à acheter des équipements reconditionnés, parfois jusqu'à 20% de leurs achats. L'ensemble de ces bonnes pratiques ont été regroupées dans un guide "*Pour des achats numériques responsables*", disponible en ligne<sup>(1)</sup>.

Il est essentiel d'étendre la durée de vie des équipements, en pensant réparable et en faisant appel à l'économie circulaire. Une étude de la Commission européenne a indiqué que si l'on reconditionnait 30% des smartphones, près de 30.000 emplois pourraient être créés en Europe. En Wallonie, plusieurs entreprises se spécialisent d'ailleurs dans le reconditionnement et le recyclage des équipements informatiques, ce qui est très positif.

Pour favoriser ces achats responsables, et en particulier du matériel informatique reconditionné, il faudra également faire évoluer les mentalités, pour que l'achat de matériel reconditionné devienne plus "cool" que d'avoir chaque année le tout dernier modèle de smartphone, et devienne tout aussi habituel que d'envisager une voiture d'occasion plutôt qu'une neuve.

#### Trois bonnes pratiques au travail comme à la maison

1. Achetez moins d'équipements, achetez reconditionné, gardez plus longtemps, réparez, donnez une deuxième vie quand vous n'utilisez plus, et recyclez-les quand ils ne sont plus réparables.
2. Pour le streaming vidéo, prenez une définition plus basse, utilisez de préférence le Wifi plutôt que la 3G/4G, évitez les vidéos à lancement automatique sur vos sites web.
3. Pour les e-mails, réduisez les listes de destinataires, évitez les images y compris dans les signatures, privilégiez les plateformes de transfert pour éviter les pièces jointes.

<sup>(1)</sup><https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/posts/guide-achats-numerique-responsable-version-beta/>



## L'Institut belge du numérique responsable

Association à but non lucratif fondée en 2020, l'Institut est un "think and do tank" dédié aux trois enjeux clés de l'IT responsable :

- réduire l'empreinte environnementale du numérique et ses autres impacts négatifs tant du point de vue social qu'économique ;
- la capacité du numérique à réduire l'empreinte environnementale de l'humanité et à résoudre de nombreux problèmes sociétaux et économiques ;
- la création de valeur durable et l'innovation responsable via le numérique.

L'ISIT souhaite devenir un acteur belge incontournable rassemblant entreprises, organisations et particuliers autour du Sustainable IT. En promouvant des technologies numériques plus durables, inclusives et éthiques, l'objectif est de les aider à réussir leur transition numérique tout en réduisant l'empreinte environnementale et sociale de leurs services et usages informatiques.

Actuellement, l'ISIT compte 38 membres : des entreprises, des universités, des associations, des organismes publics... touchant ainsi une grande variété de secteurs et d'acteurs. L'association organise des activités diverses (formations, conférences, groupes de travail, échanges de bonnes pratiques...) et propose une "Charte du Numérique Responsable" ainsi qu'un label.

**Plus d'infos: [isit-be.org](http://isit-be.org)**

## Wallonie : Vous venez d'évoquer les équipements. Qu'en est-il des usages ?

**Olivier Vergeynst:** Au niveau des usages, on constate que l'impact principal vient de la vidéo, notamment à la demande. En 2018, la catégorie "vidéo en ligne" a engendré 306 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. A titre de comparaison, une tonne de CO<sub>2</sub>, c'est l'équivalent d'un vol aller-retour Bruxelles-New York pour un passager... Comment réduire cela ? En regardant moins ces vidéos en ligne et, si on en regarde, en réduisant leur définition. Au niveau des organisations, on peut travailler sur l'écoconception des services numériques: en améliorant la qualité du code et en utilisant moins de bande passante, on diminue le nombre de serveurs utilisés et on augmente la durée de vie des équipements, ce qui réduit l'impact sur l'environnement. L'inclusivité et l'amélioration de l'accessibilité numérique sont deux autres axes de l'écoconception, en vue d'améliorer les usages numériques et de tendre vers un numérique responsable. Toutes ces actions, très concrètes, permettent de diminuer les coûts,

d'atteindre un public plus large et donc d'augmenter la compétitivité des entreprises wallonnes. Selon moi, le numérique responsable est véritablement un levier pour accélérer la transition de la Wallonie vers une économie neutre pour le climat, circulaire et plus résiliente.

Dans le Baromètre de maturité numérique des citoyens 2021 <sup>(1)</sup>, un chapitre est consacré au numérique et à l'environnement. L'enquête montre notamment que la sensibilisation aux impacts environnementaux du numérique reste largement à faire. Si plus de deux tiers des Wallons sont déjà informés de l'importance de prolonger la durée de vie des équipements, beaucoup moins sont conscients des consommations induites par le streaming et la haute résolution des images.

<sup>(1)</sup> Voir l'article en page 10.

# Le numérique, un formidable accélérateur d'inclusion sociale

Interview



## Quentin Martens

Depuis 4 ans, la Fondation Roi Baudouin (FRB) travaille sur la question de l'inclusion numérique, à travers ses publications, mais aussi en soutenant de multiples projets visant à réduire le nombre d'exclus numériques, encore trop important en Belgique aujourd'hui.

Coordinateur de projets à la FRB, Quentin Martens dresse les constats à la base de l'action de la Fondation et les initiatives concrètes mises en place, dont la plate-forme «123digit.be». Celle-ci soutient les acteurs sociaux dans l'accompagnement de leurs publics en difficulté avec le numérique.

### **Wallonie: Pourquoi la Fondation Roi Baudouin s'intéresse-t-elle à la thématique de l'inclusion numérique ?**

**Quentin Martens:** L'inclusion numérique est un défi social majeur. Au niveau de la Fondation, nous abordons cette question sous l'angle de la justice sociale et de la lutte contre la pauvreté. Nous nous intéressons aux personnes les plus éloignées du numérique, pour lesquelles le fait de ne pas savoir utiliser ces outils renforce l'exclusion et empêche une participation active à la société. La première étape de la stratégie de la Fondation est d'objectiver. C'est la raison pour laquelle nous avons publié en 2020 notre baromètre de l'inclusion numérique. Cette étude, réalisée par l'UCLouvain et la VUB, s'appuie sur les chiffres d'Eurostat et de Statbel. Et les constats sont interpellants : 40% des Belges, âgés de 16 à 74 ans, sont en vulnérabilité numérique et ce chiffre s'élève à 75% chez les personnes à faibles niveaux de diplôme et de revenus. La Belgique est le pays le plus inégalitaire d'Europe en ce qui concerne la connexion internet, puisque

29% des familles précaires sont non connectées. Plus inquiétant encore : 55% des personnes avec des faibles revenus et 67% avec un niveau de diplôme peu élevé n'ont jamais fait de démarche administrative en ligne ! Or, il est clair qu'aujourd'hui, tous les aspects de la vie quotidienne sont impactés par le numérique : l'administration, le logement, l'enseignement, la mobilité ou encore la parentalité. Un phénomène qui s'est amplifié avec la crise sanitaire...

### **Wallonie : Quelles sont les actions mises en place par la Fondation ?**

**Quentin Martens:** La stratégie de la Fondation s'articule autour de 4 axes : objectiver, comme je viens de l'expliquer. Sensibiliser, ensuite, à travers des publications ou le film "Je viens d'une autre planète" (voir encart ci-après). Financer : près de 300 organisations sont actuellement soutenues, avec un budget de l'ordre de 1,5 million €. Et enfin, accompagner.

Notre ambition est de réduire le nombre de personnes exclues du numérique, en accompagnant la montée en compétences des acteurs sociaux et en leur offrant des ressources pédagogiques nécessaires. Le constat est là : alors que les bénéficiaires sont vulnérables et souffrent de inégalités numériques, les démarches d'aide sociale passent de plus en plus par le digital. Même si les espaces publics numériques (EPN) participent clairement à l'inclusion numérique, les chiffres montrent que le nombre de personnes accompagnées par les EPN s'élève à 50.000. Il faut donc amplifier cet accompagnement des personnes en situation d'exclusion numérique, en passant notamment par les acteurs sociaux de première ligne, qui ont établi la relation de confiance nécessaire avec les publics-cibles. L'idée est de les former à l'utilisation des outils numériques pour qu'ils soient aptes à pouvoir aider dans leurs démarches les personnes en situation de précarité, tout en visant la mise en autonomie.

**Wallonie : La plateforme "123digit.be" est l'un des outils pédagogiques mis en place pour favoriser cet accompagnement. Pourriez-vous nous en dire plus ?**

**Quentin Martens :** Cette plateforme fournit des ressources pédagogiques gratuites pour accompagner les publics fragiles sur le numérique. Nous avons été voir dans d'autres pays, comme la France ou la Grande-Bretagne, quels étaient les acteurs pionniers et quelles actions étaient mises en place. Nous avons retenu les initiatives de l'association française "WeTechCare", et notamment la plate-forme "Les bons clics". Nous leur avons demandé de concevoir une plate-forme similaire, en français et en néerlandais, "123digit.be".

## "Je viens d'une autre planète"

Le film de sensibilisation "Je viens d'une autre planète" a été réalisé par Yves Dorme, avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin. Tourné en Flandre et en Wallonie, ce film illustre les difficultés rencontrées par des personnes qui ne sont pas en mesure d'accéder ou d'utiliser le numérique et donc, d'exploiter ses possibilités. Le film est disponible sur Youtube.



Celle-ci propose plus de 50 outils pédagogiques pour accompagner et se former sur les compétences numériques de base (comment utiliser une souris, comment envoyer un mail, ...), une cartographie des structures présentes sur le territoire et offrant un accompagnement (près de 1.200 structures sont actuellement inscrites sur la plateforme), un diagnostic d'autonomie numérique et enfin, des modules sur des services en ligne. Par exemple, nous avons développé un module avec FEBELFIN<sup>(1)</sup> pour montrer comment faire des paiements en ligne, sans se tromper ou dévoiler ses comptes... La même chose a été faite avec ITSME car il s'agit d'une porte d'entrée pour de nombreux services.

Toutes ces démarches et initiatives visent, *in fine*, la réduction de la fracture sociale à travers l'inclusion numérique. Pour la Fondation Roi Baudouin, si l'accompagnement est organisé de manière qualitative, le numérique peut être un formidable accélérateur d'inclusion sociale !

<sup>(1)</sup> Fédération belge du secteur financier

**Plus d'infos : [www.kbs-frb.be](http://www.kbs-frb.be)**



28/06/21

# Renouvellement de l'Assemblée générale

Le lundi 28 juin, l'Assemblée générale du CESE Wallonie a été renouvelée, les mandats des membres, d'une durée de 4 ans, étant arrivés à échéance. Lors de la séance de renouvellement, qui s'est déroulée en visioconférence, le Ministre-Président de la Wallonie, Elio Di Rupo, est intervenu et a échangé avec les membres du Conseil.

Le Président du Conseil, Jean-François Tamellini, a rappelé l'importance de la concertation pour la mise en œuvre du Plan de relance pour la Wallonie et évoqué les travaux du CESE Wallonie pour les prochains mois.



Soulignant le rôle clé du CESE Wallonie dans le processus d'élaboration des politiques publiques, le Ministre-Président a insisté sur l'importance pour la Wallonie de se réinventer. Il a rappelé les principaux éléments du Plan de relance pour la Wallonie et a également évoqué le Plan de Lutte contre la Pauvreté. Le Ministre-Président a également plaidé pour que l'ensemble des forces vives wallonnes se saisissent de ce plan et fassent preuve d'ambition pour relancer la Wallonie. Après son intervention, un échange de questions-réponses a eu lieu avec les membres de l'Assemblée.

Lors de son intervention, le Président, Jean-François Tamellini, a tout d'abord remercié les membres pour la confiance accordée en vue de présider le CESE Wallonie durant les deux prochaines années. Il a ensuite souligné les atouts du Conseil, déclarant y avoir découvert la richesse des organisations représentées, une volonté commune d'avancer, de faire progresser la Wallonie vers un mieux-être économique, social et environnemental et enfin, un secrétariat qui prépare rigoureusement les dossiers et qui formule des avis rassemblant les points de vue de chacun.

Le Président a également indiqué que, dès l'annonce du projet "Get up Wallonia", le Conseil s'est mis au travail pour décliner ses priorités, les traduire en propositions concrètes... Même si la démarche a été complexe, il apparaît que le Plan proposé répond globalement aux principales demandes du Conseil. Les prochains mois seront importants pour la mise en œuvre de ce Plan et de ses différentes composantes (PNRR, transition, fonds européens...). Pour Jean-François Tamellini, la concertation sociale est essentielle pour la réussite de ces différentes actions. Le Conseil se tiendra d'ailleurs à la disposition du Gouvernement pour rendre des avis et assurer le suivi des plans.

*"La Wallonie a de nombreux défis à relever et les travaux du CESE Wallonie vont se poursuivre sur plusieurs thématiques : la politique des villes, en suivi des webinaires thématiques, les programmes européens, le plan de lutte contre la pauvreté, l'énergie sous ses différents aspects..."*, a conclu le Président du Conseil.

L'Assemblée générale du Conseil compte 56 membres, dont le mandat est de 4 ans, renouvelable. Les membres sont désignés par le Gouvernement wallon sur base des listes fournies par les organisations représentatives dans la région.

Parmi ces 56 membres, on compte :

- 25 membres présentés par l'Union wallonne des Entreprises (UWE), l'Union des Classes moyennes (UCM), le Syndicat neutre des Indépendants (SNI), la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA) et l'Union des Entreprises à profit social (UNIPSO).
- 25 membres présentés par le Comité régional wallon de la Confédération des Syndicats chrétiens (CSC), par l'Interrégionale wallonne de la Fédération générale du Travail de Belgique (FGTB) et la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique (CGSLB).
- 6 membres présentés par Inter-Environnement Wallonie (IEW) et par le Réseau Information et Diffusion en éducation à l'environnement (Réseau IDée).

L'Assemblée générale du CESE Wallonie est composée de manière à respecter le décret de mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs. Par ailleurs, 3 membres de l'Assemblée générale sont originaires de la Communauté germanophone.

Les 56 membres sont issus des organisations représentatives des travailleurs, de l'industrie et des grandes entreprises non industrielles, des classes moyennes, de l'agriculture et des associations environnementales.

Selon les règles établies, l'Assemblée générale du CESE Wallonie élit en son sein pour une durée de deux ans un Président, un vice-Président et deux vice-Présidents. Lors de sa réunion du 28 juin 2021, l'Assemblée a désigné les personnes suivantes :

- Président : Jean-François Tamellini
- Premier vice-Président : Arnaud Deplae
- Vice-Présidents : Marc Becker et Olivier de Wasseige

La liste des membres de l'Assemblée générale est disponible sur [www.cesewallonie.be/assemblee-generale](http://www.cesewallonie.be/assemblee-generale)

11 et 12/09/2021

# Portes ouvertes du Vertbois

Pour la première fois depuis 5 ans, le Vertbois a ouvert ses portes au grand public le week-end des 11 et 12 septembre, dans le cadre des Journées du patrimoine dont le thème était "Femmes et patrimoine". Sur les deux jours, 350 personnes ont pu visiter le bâtiment, découvrir son histoire grâce aux guides de l'asbl Art&Fact, ainsi que son utilisation actuelle, en discutant avec plusieurs membres du personnel qui étaient présents.

Situé au cœur de Liège, le Vertbois a accueilli des femmes dès 1701 et ce, pendant près de deux siècles. D'abord hospice des vieillards incurables et des filles repenties, il a abrité aussi des démentes dès le début du 18<sup>ème</sup> siècle. A partir de 1768, il est devenu uniquement un hôpital pour pauvres vieilles femmes incurables et ce, jusqu'en 1891, date à laquelle le Valdor a été inauguré. Les orphelins de l'assistance publique s'y sont installés de 1892 à 1981.

Aujourd'hui, le Vertbois est le siège du CESE Wallonie et des différentes instances consultatives dont il assure le secrétariat. Parmi celles-ci, le Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes qui vise à contribuer à l'élimination de toute discrimination vis-à-vis des hommes et des femmes. L'interview de la Présidente du CWFHF est proposée à la page suivante.



## Trois questions à

# Gaëlle Demez, Présidente du CWEHF



**Wallonie: Quels sont les principaux thèmes de réflexion du Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes (CWEHF) ?**

**Gaëlle Demez:** Si le CWEHF analyse l'ensemble des politiques menées en Wallonie, plusieurs sujets sont au centre de nos réflexions et avis. Tout d'abord, la place des femmes sur le marché du travail, sous ses différents aspects: l'accès à l'emploi, la conciliation vie professionnelle-vie privée, la ségrégation sectorielle, les inégalités salariales, les conditions de travail mais aussi l'accès à la formation (initiale et continue). La pauvreté, les violences faites aux femmes ou encore leur place dans les instances de décisions, sont autant de thématiques que nous suivons avec attention. Depuis 2020, les conséquences de la crise sanitaire sur les femmes font également partie de nos préoccupations. Les femmes ont payé un prix énorme face à cette crise, tant dans leur vie professionnelle que privée. Dans un avis rendu en mars dernier, le CWEHF estime qu'il est urgent d'apporter une réponse "post-covid" sensible au genre. Vous savez, l'égalité entre hommes et femmes est loin d'être acquise... même s'il faut reconnaître que la thématique du genre est bien mieux prise en compte aujourd'hui, y compris par les autorités politiques. D'ailleurs, le CWEHF est de plus en plus sollicité, signe que son expertise et son rôle sont davantage reconnus.

**Wallonie: Quels sont les sujets où l'inégalité entre hommes et femmes est la plus marquée ?**

**Gaëlle Demez:** Les inégalités salariales persistent, très certainement, de même que l'accès à la formation. En ce domaine, les chiffres sont assez préoccupants: 82% des formations en congé éducation payé sont suivies par des hommes ; en entreprise, les femmes bénéficient de 50% de formations en moins que leurs collègues masculins.

Les femmes restent toujours moins bien payées et ont moins accès aux postes de direction: le plafond de verre est devenu un plafond de béton ! A cela s'ajoutent les violences ou encore la pauvreté, touchant majoritairement les femmes. Deux problématiques qui se sont d'ailleurs renforcées ces derniers mois, avec la crise sanitaire.

**Wallonie: Quelles sont les trois priorités d'action pour renforcer l'égalité entre hommes et femmes ?**

**Gaëlle Demez:** Une de nos priorités, transversale, sur laquelle nous insistons depuis des années, est ce que l'on appelle le "gender mainstreaming". Il s'agit d'une approche intégrée de la dimension de genre dans toutes les politiques publiques menées et sur l'ensemble du processus (prise de décision, budget, implémentation, évaluation...). Pour permettre de développer cette stratégie, il est indispensable d'avoir des données sexuées d'une part, et que les personnes concernées (administration, membres des cabinets ministériels) soient véritablement formées à leur utilisation, d'autre part. Malgré des améliorations, il reste encore du chemin à parcourir en ce domaine. En ce qui concerne les trois priorités d'action, je citerais une meilleure intégration de la dimension de genre dans le Plan de relance de la Wallonie, l'amélioration de la place des femmes dans les formations et métiers liés aux STEM (science - technology - engineering - mathematics) et enfin, la mise en œuvre du Plan intrafrancophone de lutte contre les violences faites aux femmes.

**Refondre les politiques publiques avec le numérique :  
Administration territoriale, État, citoyens**

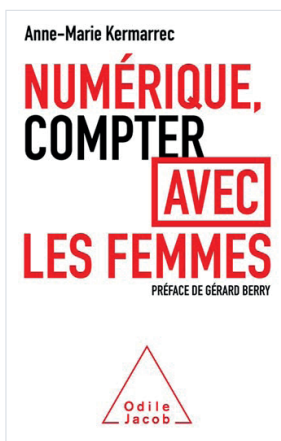
Gilles Babinet  
Dunod



5G, démarches administratives en ligne, formation au numérique... la transformation digitale occupe une place prépondérante en France. Pourtant, l'État, les administrations territoriales et hospitalières rencontrent d'importantes difficultés pour mettre en œuvre des services numériques.

Les réformes se heurtent à des niveaux hétérogènes de compétences des administrations, à une capacité programmatique limitée des acteurs politiques et hauts fonctionnaires, et plus encore à une forte dissonance culturelle entre le monde de l'administration publique et celui du numérique. Mais si ces cultures sont différentes, elles ne sont pas incompatibles.

Afin d'accélérer la transformation digitale au sein des institutions publiques et de mettre en place les processus nécessaires pour une bonne transition, ce livre, riche en exemples et mises en situation, vulgarise le numérique et propose des outils concrets.



**Numérique, compter avec les femmes**

Anne-Marie Kermarrec  
Odile Jacob  
(Informatique et monde numérique)

Comment mettre fin à la sous-féminisation du secteur du numérique ? De la pionnière Ada Lovelace, première programmeuse, injustement méconnue, à Grace Hopper qui a posé les bases du langage Cobol, des biais de genre sur Wikipédia aux clichés véhiculés par les réseaux sociaux, un livre court et incisif pour montrer le sexisme d'un secteur crucial de l'économie, assorti de propositions concrètes et claires pour encourager les femmes à l'investir, et vite!



## Finances publiques : La Belgique fédérale dans l'Europe

Giuseppe Pagano

Éditions de l'Université Ouverte

Ce livre a pour objectif d'aider les personnes intéressées à comprendre les enjeux des finances publiques contemporaines en Belgique à travers les trois aspects qui les déterminent.

D'abord, l'analyse des principes généraux de gestion budgétaire éclaire le débat sur le "déficit", la dette et sa "soutenabilité", l'effet boule de neige,...

En deuxième lieu, il revient sur le fédéralisme belge, mettant l'accent sur l'importance déterminante du mode de financement des Régions et des Communautés, avec pour conclusion une évolution probable

vers un fédéralisme encore approfondi.

Enfin, il suggère un rôle différent pour l'Union européenne qui pourrait être plus utile dans la coordination fiscale, la lutte contre la grande fraude et l'instauration de taxes plus acceptables.

## La transition vers un futur souhaitable

Coordonné par Luc Chefneux et Didier Viviers  
Académie Royale de Belgique  
(Transversales)



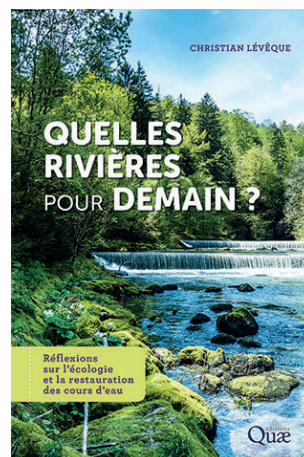
Riche de la multidisciplinarité de ses membres, l'Académie royale de Belgique a organisé en 2020 une séance commune de ses Classes autour de "La transition vers un futur souhaitable".

Face à la multitude des défis majeurs auxquels nos sociétés humaines sont confrontées, un membre de chaque Classe a apporté une contribution sur ce sujet complexe dont les composantes touchent des domaines très divers.

En effet cette "Grande Transition" sera environnementale, sociale, culturelle, technologique, économique, financière, éthique, politique...

## Quelles rivières pour demain ? : Réflexions sur l'écologie et la restauration des cours d'eau

Christian Lévêque  
Éditions Quae



Qu'est-ce que le "bon état écologique" d'une rivière ? L'auteur amène le lecteur à s'interroger sur l'avenir de nos cours d'eau et les objectifs des opérations de restauration écologique.

Que cherche-t-on à restaurer ? Que signifie retrouver des rivières "naturelles" ? Quelle politique de gestion de l'eau adopter dans un contexte de réchauffement climatique afin de préserver nos cours d'eau ? Pour résumer, quelles natures voulons-nous dans un monde qui évolue en permanence ?

L'histoire nous montre que nos relations aux rivières ont changé. Elles ont été aménagées pour maîtriser les risques d'inondations, améliorer la navigation, ou encore promouvoir les loisirs.

Elles ont aussi été polluées par des déchets de toute sorte que nous y déversons. Pourtant, elles ont une place importante dans notre imaginaire et attirent de nombreux citoyens, soucieux de retrouver le contact avec la nature sur les rives des cours d'eau.



### A qui appartient l'eau ? :

#### Faire barrage à la privatisation d'une ressource vitale

Maude Barlow  
Écosociété

Qualifiée de "fléau de la Terre" par l'ONU, la pénurie d'eau est une menace bien réelle: 3,6 milliards d'individus en souffrent déjà l'équivalent d'un mois par année et, si rien n'est fait, c'est une personne sur deux qui n'aura pas accès à l'eau en 2050. Chaque jour, au moins deux milliards de personnes dans le monde boivent de l'eau contaminée et plus d'un demi-million d'entre elles en mourront chaque année.

Militante de la première heure pour le droit à l'eau, l'auteure a sillonné la planète pour défendre ce bien commun et dénoncer les visées des grandes entreprises qui font main basse sur l'or bleu, que ce soit pour l'embouteiller et la vendre à prix fort ou pour alimenter des industries polluantes, avec de graves conséquences sur les populations locales et leur accès à l'eau potable.

## Et dans notre bibliothèque numérique

### **Les finances des pouvoirs locaux de Wallonie : Aperçu statistique à partir des budgets 2020 et 2021**

Belfius (Juin 2021)

Source : belfius.be

### **Mères seules, la fin de la stigmatisation ?**

Martin Wagener, Aurore François, Laura Merla

UCL : Iacchos : Sociétés en changement ; n°12 (Juin 2021)

Source : uclouvain.be/fr/actualites/iacchos

### **État des lieux et perspectives du marché du travail en Belgique et dans les régions**

Conseil Supérieur de l'Emploi (Juillet 2021)

Source : cse.belgique.be

### **Perspectives économiques régionales 2021-2026**

BFP, IBSA, IWEPS, Statistiek Vlaanderen

Bureau Fédéral du Plan : Perspectives (Juillet 2021)

Source : plan.be

### **Les études supérieures qui préparent à une profession pour laquelle il existe une pénurie significative de main-d'œuvre en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB)**

ARES : StatSup'Info ; n°2 (Septembre 2021)

Source : ares-ac.be

### **Indice de situation sociale de la Wallonie (ISS-8<sup>e</sup> exercice) : Focus sur les impacts de la crise de la Covid-19 sur les conditions de vie et les inégalités sociales en Wallonie**

Sous la direction de Isabelle Reginster et Christine Ruyters

IWEPS : Rapport de Recherche ; n°45 (Septembre 2021)

Source : iweeps.be

### **La production de logements à l'échelle régionale : Tendances et perspectives**

CPDT : Notes de recherche ; n°80 (Septembre 2021)

Source : cpdt.wallonie.be

### **Rapport : R&D et valorisation de la R&D en Belgique : un premier diagnostic**

Conseil Central de l'Économie : CCE 2021-2685 (Septembre 2021)

Source : ccecrb.fgov.be

### **Les réformes de l'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles à l'heure de l'évaluation**

IWEPS : Dynamiques régionales ; n°11 (Septembre 2021)

Source : iweeps.be

Le Centre de Documentation du CESE Wallonie est au service des membres du Conseil mais est également accessible au public sur rendez-vous.

04/232.98.14

[biblio@cesewallonie.be](mailto:biblio@cesewallonie.be)



# Wallonie

Publication trimestrielle du Conseil économique,  
social et environnemental de Wallonie

## **Editeur responsable**

Luc Simar  
Secrétaire général

## **Rédactrice en chef**

Nathalie Blanchart - T 04 232 98 53  
nathalie.blanchart@cesewallonie.be

## **Graphiste**

Nathalie Hounje - T 04 232 98 24  
nathalie.hounje@cesewallonie.be

## **Rédaction**

Invitée - Dossier - Actus : Nathalie Blanchart  
Article p.15 : Frédérique Debrule et Philippe  
Boveroux  
Livres : Jean-Claude Pirlot

## **Impression**

Imprimerie SNEL

## **Crédits photographiques**

© Adobe Stock : cover, pp. 2, 8, 9, 10, 12, 13, 15 et 17  
© Yves Dorme : p.23  
© CESE Wallonie : pp. 24 et 26

## **Remerciements**

Mme Emilie Van Haute ainsi que MM. André  
Delacharlerie, Quentin Martens et Olivier  
Vergeynst pour les interviews.

Mmes Pauline Bievez et Marie-Anne Delahaut pour  
leur collaboration.

Mme Frédérique Debrule pour sa précieuse  
relecture.